

Carburants: La guerre, les taxes et les profits sur le dos des travailleurs

Ces dernières semaines, les prix des carburants ont de nouveau flambé, avec comme « prétexte » le déclenchement de la guerre au Moyen Orient par Israël et les USA. En 2018, nous écrivions déjà sur les niveaux de prix insupportables des carburants. Beaucoup de ce que nous dénoncions à l'époque reste d'actualité.

Compte-tenu des taxes supportées par les carburants en France, passer à la pompe revient d'une part à passer chez son percepteur : sur un plein de carburants (essence ou gazole) de 80 euros (40 litres à 2 euros), chaque automobiliste acquitte 37 euros à l'Etat en taxe sur les produits pétroliers et TVA. Le reste, 43 euros, va dans la poche des distributeurs et des pétroliers. Et finalement vont alimenter allègrement les profits et donc les actionnaires.

La France fait partie des 25 % des pays, sur la planète, appliquant un niveau élevé de taxes sur les carburants, destinées à générer des rentrées fiscales et inciter aux économies d'énergie dans les transports, selon une politique basée sur le prix d'accès aux carburants.

En 2014, le prix du pétrole avait fortement chuté et le ministre des Finances d'alors, un certain Macron, en a profité pour relever le niveau des taxes, qui n'ont pas cessé d'augmenter depuis.

Le prix du pétrole est remonté ces derniers jours du fait des spéculations boursières effrénées prenant prétexte de la guerre. Mais rappelons-le, les réserves de pétrole brut ne sont pas toutes au Moyen Orient.

Le pétrole Africain, celui de Mer du Nord ou encore celui des Etats-Unis restent accessibles. Et les produits finis vendus aujourd'hui ont été fabriqués avec un pétrole acheté à prix nettement inférieur

à celui d'aujourd'hui. Donc il n'y avait aucune raison valable d'augmenter les prix de 30 ou 40 centimes par litre.

C'est donc surtout la spéculation qui concoure à la situation d'aujourd'hui, à savoir des prix à la pompe devenus insupportables pour les travailleurs et les citoyens en France, du fait de la faiblesse des salaires.

Autre point : en France, qui paye l'impôt ?

Ce sont d'abord les ménages car, selon le discours dominant, imposer les entreprises impacterait leur « compétitivité ». Si les familles payent aujourd'hui des taxes sur les carburants, c'est avant tout pour compenser les dizaines de milliards de cadeaux fiscaux faits aux entreprises et à la classe aisée.

De nombreux financements de la protection sociale ont été remplacés par les impôts et taxes payés par les contribuables, et ne sont plus prélevés sur la création de valeur dans les entreprises qui, du coup, améliorent leurs marges (= profits).

Faut-il en conclure, comme « la font la droite et l'extrême-droite, qu'il y a trop d'impôts en France ?

NON », si l'on se souvient que les impôts financent les services publics, dont nous avons tous besoin.

« OUI » si l'on réalise que le premier poste du budget de l'Etat sert à payer la dette publique, majoritairement illégitime car servant en premier lieu à payer des intérêts aux banques et aux millionnaires, et que 211 milliards d'aides publiques sont versées chaque année aux entreprises sans aucune contrepartie !

Alors que faire ?

1 - La fiscalité sur les carburants doit baisser, c'est l'impôt le plus injuste. Il touche notamment des millions de travailleurs qui ont besoin de leur voiture pour se rendre à leur travail, emmener leurs enfants à l'école ou partir en vacances. Ce qui est immédiatement possible c'est, par exemple, mettre en place une Taxe sur les produits pétroliers (ex-TICPE) flottante, comme cela a déjà été mis en place par le passé, compensée par le relèvement, par exemple, du taux d'imposition des bénéficiaires des entreprises et des grands groupes, l'arrêt des aides publiques à ces mêmes grands groupes et l'augmentation de la tranche marginale des impôts (taux d'imposition des riches, bloqué à 45%).

2 - Le prix des carburants doit être réglementé par l'Etat (prix identique partout, comme dans de nombreux pays et en Outre-mer) : Depuis la fin de la fixation des prix par l'Etat en 1983, les carburants auraient dû baisser selon la soi-disant « logique concurrentielle ». Ça n'a visiblement pas marché !

3 - Il faut réinvestir dans notre outil de raffinage afin de ne plus être dépendants des importations de produits raffinés, et retrouver une indépendance que nous n'aurions jamais du perdre.

4 - Il faut une augmentation générale des salaires, à commencer par le SMIC, salaire minimum pour vivre en 2026, qui doit être fixé à 2400 euros brut. ET les salaires doivent de nouveau être indexés sur l'inflation ■

